

Municipales à Paris : le sort des églises s'invite dans la campagne



GUIZIOU Franck / hemis.fr / hemis.fr / Hemis

Partager

[Bérengère Dommaigné](#) | 29 février 2020

À deux semaines du premier tour des élections municipales, l'Observatoire du Patrimoine Religieux (OPR) a lancé un cri d'alarme pour sensibiliser les candidats sur l'état des sanctuaires à Paris. Si des travaux sont engagés ici ou là, le compte n'y est pas selon cette association qui milite pour un grand « plan église » afin de dégager 500 millions d'euros sur 20 ans pour les remettre en valeur.

C'est sur Twitter qu'à quelques semaines des municipales, l'[Observatoire du Patrimoine Religieux \(OPR\)](#), association non partisane et aconfessionnelle, a partagé un état des lieux inquiétant des églises parisiennes. Objectif ? Que les candidats à la Mairie de Paris se saisissent de ce dossier. La Ville de Paris est propriétaire de 96 bâtiments religieux (85 églises, neuf temples et deux synagogues), un imposant patrimoine qu'elle doit entretenir selon la loi.

Pour l'OPR, le patrimoine religieux est jugé « dans un état préoccupant en dépit de progrès manifestes depuis quelques années ». « Il ne suffit pas de refaire les façades ou les parties

visibles pour les touristes ! » s'alarme auprès de Aleteia Édouard de Lamaze, le directeur de l'OPR. « Un propriétaire doit entretenir son bien au quotidien : la toiture, l'électricité, les mises aux normes en matière d'incendie, ou encore la sécurisation contre les vols, et ce n'est pas toujours le cas ».

Un « plan église » ?

L'observatoire évalue à 500 millions d'euros sur 20 ans la nécessité d'un « plan église » pour entretenir les édifices dont la ville a la charge. En 2014, Anne Hidalgo avait annoncé un plan de 80 millions d'euros sur cinq ans. La mairie de Paris a récemment indiqué que ce montant avait été dépensé, et qu'au final, ce sont finalement 142 millions d'euros d'investissements qui ont été votés et engagés sur 23 édifices, les travaux étant toujours en cours. « Nous manquons d'informations sur les actions réellement mises en place et les budgets alloués, déplore Maxime Cumenel, secrétaire général de l'OPR. Est-ce que ces 80 millions ont réellement été dépensés ? Il faut pour les églises de Paris une vision à long terme et non des actions au coup par coup ». Et de citer l'exemple de l'église Saint-Augustin : « certes, la façade a été refaite... mais il pleut toujours à l'intérieur ».

À la mairie, on affirme être dans le temps long et que beaucoup de travaux ont été entrepris, comme à Saint-Eustache (1er), à [La Trinité \(9e\)](#) ou à Saint-Philippe du Roule (8e), par exemple. [Incendie de Notre-Dame](#) « aidant », il semble néanmoins que l'état du patrimoine religieux soit désormais un sujet clairement politique et plus seulement patrimonial. Restent les actes.



Lire aussi :

[Ils font découvrir le patrimoine religieux de Paris aux enfants](#)

Si jusqu'à présent, la thématique n'était pas mise en avant dans les programmes des candidats à la Mairie de Paris, le communiqué de l'OPR trouve aujourd'hui un certain écho. Ce dont se réjouit Maxime Cumenel. « Peu importe les couleurs politiques, nous souhaitons juste que les candidats prennent conscience de l'état de ce patrimoine qui est une richesse pour les touristes certes, mais aussi pour tous les habitants ! ». La [mise en ligne d'une vidéo de Rachida Dati](#), la candidate LR, affirmant qu'elle lancera « un grand plan de restauration et de préservation », en est un exemple. Bien qu'elle se garde d'annoncer un quelconque chiffre. Sur le programme de la candidate LREM, Agnès Buzyn, 150 millions d'euros d'investissement sont annoncés pour l'entretien et la rénovation du patrimoine parisien (lieux de culte, passages, fontaines...).

L'attachement des Français est réel

L'OPR ne se contente pas de déplorer l'état du patrimoine religieux parisien. Il avance plusieurs pistes de financement. Dont celle de prélever quelques centimes sur la taxe de séjour, partout en France, en les affectant spécifiquement au patrimoine religieux. « Tout le monde y trouvera son compte en agissant ainsi », défend Édouard de Lamaze. Comme le constatent au quotidien les membres de cet observatoire qui [listent, partout en France, les édifices nécessitant des travaux](#), « si l'incendie de Notre-Dame a suscité une grande émotion,

l'attachement des Français à leur patrimoine, notamment religieux, est réel depuis de nombreuses années, il faut agir ! ».



Lire aussi :